



**Convention internationale sur  
l'élimination de toutes les formes  
de discrimination raciale**

Distr. générale  
18 février 2014

Original: français

---

**Comité pour l'élimination de la discrimination raciale**  
**Quatre-vingt-quatrième session**

**Compte rendu analytique de la 2281<sup>e</sup> séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 13 février 2014, à 15 heures

*Président(e)*: M. Calí Tzay

**Sommaire**

Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties  
en application de l'article 9 de la Convention (*suite*)

*Quatorzième à dix-septième rapports périodiques du Luxembourg*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-40844 (F) 170214 180214



\* 1 4 4 0 8 4 4 \*

Merci de recycler



*La séance est ouverte à 15 heures.*

**Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention** *(suite)*

*Quatorzième à dix-septième rapports périodiques du Luxembourg*  
(CERD/C/LUX/14-17; CERD/C/LUX/Q/14-17; HRI/CORE/LUX/2012)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation luxembourgeoise prend place à la table du Comité.*

2. **M. Hosheit** (Luxembourg) dit que son pays compte 44,5 % d'étrangers originaires de 170 pays qui représentent les deux tiers de la population active. Jusqu'à ce jour, les manifestations racistes n'ont eu qu'un caractère ponctuel et marginal en raison de la situation économique relativement favorable du pays et d'une politique proactive d'intégration des étrangers qui leur permet de vivre leur identité culturelle. Le Gouvernement poursuit cependant inlassablement ses efforts pour lutter contre les manifestations de racisme. La loi de 2008 relative à l'accueil et à l'intégration des étrangers a porté création de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), qui est notamment chargé de la mise en œuvre du Plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014, en étroite collaboration avec le Comité interministériel à l'intégration. L'Office gère aussi les contrats d'accueil et d'intégration qui sont proposés de façon facultative à tous les ressortissants étrangers résidant légalement dans le pays. Ces contrats, qui consistent en un engagement réciproque entre l'État et les étrangers, comprennent trois cours de langue en luxembourgeois, en français ou en allemand, des cours d'instruction civique et la participation à une journée d'orientation. Lancés en 2011, ils ont connu un succès considérable puisque près de 1 000 sont signés chaque année, en majorité par des femmes. Un projet de loi à l'étude prévoit de permettre aux signataires de ce type de contrat de bénéficier d'une réduction du nombre d'années de résidence requises en vue de leur naturalisation, qui passeraient de sept à cinq. La loi sur la nationalité luxembourgeoise a été profondément remaniée en 2008: le principe de la double ou de la multiple nationalité a été généralisé, les personnes souhaitant acquérir ou recouvrer la nationalité luxembourgeoise ne sont plus tenues de renoncer à leur nationalité antérieure et l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère n'entraîne plus la perte de la nationalité luxembourgeoise. La procédure de naturalisation a également été simplifiée, et on estime qu'entre 25 000 et 30 000 personnes en ont bénéficié.

3. D'une manière générale, sous condition de remplir les exigences requises en matière de titre de séjour et de permis de travail, tous les résidents et ressortissants étrangers légalement établis au Luxembourg jouissent des mêmes droits que les Luxembourgeois en matière d'emploi et de prestations sociales. Les personnes demandant à bénéficier d'une protection internationale ont accès au marché de l'emploi neuf mois après le dépôt de leur demande; une brochure détaillant le déroulement de la procédure, publiée en 11 langues, leur est systématiquement adressée. Ils bénéficient d'une autorisation temporaire de travail valable six mois. Le Code du travail interdit toute discrimination, directe ou indirecte, fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou à une ethnie; il prévoit également le renversement de la charge de la preuve au profit de la victime en cas de non-respect du principe de l'égalité de traitement. Un congé spécial supplémentaire, le congé linguistique, a été mis en place pour permettre aux salariés de toutes nationalités d'apprendre le luxembourgeois afin de faciliter leur entrée sur le marché de l'emploi.

4. Trois institutions sont chargées de la défense des droits fondamentaux. La première, le Centre pour l'égalité de traitement, a pour mission de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement; le Centre est composé de cinq membres, dont un président, qui sont nommés pour cinq ans par le chef de l'État, sur proposition de la

Chambre des députés, et qui soumettent un rapport d'activité annuel au Gouvernement et à la Chambre des députés. La deuxième, la Commission consultative des droits de l'homme, donne des conseils et des avis au Gouvernement sur toutes les questions relatives aux droits de l'homme. La troisième est le Médiateur, qui est uniquement compétent pour les affaires concernant les relations entre les administrations et les administrés; il n'a jamais été saisi de faits de discrimination raciale. Le Luxembourg lutte activement contre les dangers liés à l'utilisation des nouveaux médias et a mis en place, en 2009, une structure de signalement anonyme des contenus illégaux sur Internet, baptisée BEE SECURE Stopline; elle a reçu, depuis sa création, 439 signalements de contenus potentiellement racistes et discriminatoires en ligne, dont 301 ont été considérés comme constitutifs d'une infraction et transmis aux services compétents de la police.

5. **M. Avtonomov** (Rapporteur pour le Luxembourg) dit que le rapport périodique du Luxembourg a été soumis avec cinq ans de retard, ce qui nuit à la continuité du dialogue entre l'État partie et le Comité. Il salue l'adoption de nouvelles lois en matière de lutte contre la discrimination raciale mais note que l'article 457 révisé du Code pénal n'est pas pleinement conforme à l'article premier de la Convention puisqu'il réprime essentiellement les actes de négationnisme. Le Luxembourg doit se doter d'une loi à caractère général interdisant toutes les formes de discrimination raciale. Il constate avec intérêt que le Gouvernement envisage de présenter un projet de loi portant ratification de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et souhaite savoir s'il envisage de ratifier la Convention n° 189 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques.

6. Le Rapporteur salue l'adoption de la loi relative à l'accueil et à l'intégration des étrangers mais aimerait recevoir des informations plus précises sur la nature juridique du contrat d'intégration proposé aux étrangers. Notant que le Centre pour l'égalité de traitement est l'organe compétent pour recevoir les plaintes de personnes s'estimant victimes d'une discrimination raciale conformément à l'article 14 de la Convention, il s'étonne que le rapport ne contienne aucune information sur les plaintes adressées à cette instance et l'issue qui leur a été réservée. Il relève également l'absence de données sur la composition ethnique de la population alors que celle-ci compte 44 % d'étrangers. La délégation est invitée à fournir des statistiques sur les taux de chômage, de scolarisation et de mortalité des Roms et des Yéniches, groupe ethnique semi-nomade qui vit dans tous les pays voisins du Luxembourg. S'agissant de la mise en œuvre de l'article 4 de la Convention, l'État partie devrait étudier attentivement la Recommandation générale n° 15 du Comité concernant les violences organisées fondées sur l'origine ethnique, selon laquelle toutes les prescriptions de cet article sont impératives, y compris l'obligation de déclarer illégales et d'interdire toutes les organisations incitant à la discrimination raciale et de déclarer punissable par la loi le financement d'activités racistes. En l'absence de dispositions légales, les actes de cette nature ne peuvent être sanctionnés par les tribunaux.

7. **M. Kemal** demande quels sont les moyens mis à la disposition de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) pour combattre les préjugés et les attitudes discriminatoires, notamment dans les médias. Notant que l'État partie ne semble toujours pas trouver utile d'introduire dans sa législation une disposition portant interdiction automatique de toute organisation incitant à la discrimination au motif que la question est «couverte par les textes existants», M. Kemal apprécierait un complément d'information sur la législation pertinente en vigueur. Il aimerait savoir si l'offre de logements sociaux est suffisante pour couvrir la demande ou s'il existe une liste d'attente, et si le fait que 65 % des logements locatifs sociaux sont occupés par des étrangers suscite le mécontentement des familles luxembourgeoises. Il apprécierait que la délégation expose en détails les facteurs qui entravent la ratification par l'État partie de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Il aimerait enfin savoir si l'État partie est parfois le théâtre de discours de haine et s'il arrive que les minorités dites visibles y soient victimes de profilage racial.

8. **M. Diaconu** demande si, étant donné que les instruments internationaux priment le droit interne, la Convention a déjà été invoquée devant les tribunaux nationaux, si la Commission spéciale permanente contre la discrimination raciale a été rétablie et, dans la négative, quel organisme est chargé de s'acquitter des fonctions qu'elle assumait. Il regrette que l'État partie n'ait pas fait de la motivation raciale une circonstance aggravante et juge que la législation luxembourgeoise, qui prévoit la responsabilité pénale des personnes morales en cas d'atteinte à l'ordre public, ne couvre pas les principes consacrés par l'article 4 de la Convention.

9. **M. Bossuyt** aimerait savoir si la nouvelle coalition au pouvoir au Luxembourg a déjà annoncé la mise en œuvre de projets précis destinés à protéger les droits consacrés par la Convention. Notant que l'État partie a introduit la notion de «pays d'origine sûre» et de «pays tiers» en matière d'octroi de l'asile, il aimerait savoir quels pays ont été placés sur la liste des «pays tiers», et si les ressortissants de ces pays ont les mêmes possibilités de recours que ceux des «pays d'origine sûre» lorsqu'ils sont déboutés, et vers quel pays les intéressés sont transférés, étant donné que le Luxembourg applique le Règlement de Dublin II.

10. **M. Murillo Martínez** aimerait savoir si l'État partie envisage de calculer le revenu par habitant des travailleurs frontaliers, afin de le comparer à celui des travailleurs luxembourgeois. Croyant savoir que le Code de la sécurité sociale prévoit l'imposition d'amendes administratives aux entreprises qui emploient des étrangers en situation irrégulière, il demande si l'État partie dispose de statistiques qui permettraient de se faire une idée de l'ampleur du travail illégal au Luxembourg. Il voudrait savoir comment l'État partie analyse la baisse du nombre de condamnations pour discrimination raciale dont font état les statistiques fournies au paragraphe 117 du rapport, et aimerait connaître les chiffres depuis 2012. Enfin, la délégation pourrait décrire quelles initiatives l'État partie prévoit de mettre en œuvre dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les personnes d'ascendance africaine.

11. **M<sup>me</sup> Crickley** demande si l'État partie envisage de se doter d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante qui soit conforme aux Principes de Paris. Elle aimerait savoir si, dans le cadre du plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations, l'État partie a pris des mesures en faveur des Roms originaires de Serbie et de Croatie qui, arrivés plus récemment dans le pays, rencontrent des difficultés particulières.

12. **M. Lindgren Alves** demande si les «médiateurs interculturels serbo-croates» mentionnés au paragraphe 36 du rapport sont chargés, outre de faciliter l'intégration scolaire des enfants roms, d'enseigner à ces enfants l'allemand, le français et le luxembourgeois, les trois langues officielles du pays, de sorte qu'ils puissent aussi s'intégrer dans la société et trouver un emploi.

13. **M<sup>me</sup> Dah**, lisant dans le document de base qu'un peu moins de la moitié des immigrés d'origine africaine sont des Caboverdiens (HRI/CORE/LUX/2012, tableau 1, p. 35), demande quelle est la nationalité des autres immigrés africains et si certains d'entre eux sont Burkinabé. Elle voudrait savoir si le Luxembourg a accordé l'asile à des Syriens. Notant qu'il a été décidé que le Conseil pour l'égalité de traitement ne serait plus habilité à recevoir et examiner les plaintes pour discrimination raciale, elle aimerait savoir à quel organe cette compétence a été transférée. Enfin, elle demande si des immigrées sont victimes de discrimination en matière d'accès à l'emploi et de rémunération.

14. **M. Vázquez** demande si des lignes directrices ou des instructions sur les meilleures pratiques ont été données aux médias pour qu'elles ne mentionnent plus l'origine nationale ou ethnique ou la langue des personnes arrêtées par la police et cessent de présenter les musulmans sous un jour défavorable et de véhiculer des préjugés à leur sujet. Il souhaiterait des renseignements sur les mesures prises pour améliorer l'image que la population a des Roms car, d'après les résultats d'une enquête, une partie de la population leur serait hostile. Sachant qu'une fois leur demande déposée, les demandeurs d'asile doivent attendre neuf mois avant de pouvoir travailler légalement, il aimerait savoir si ce délai pourrait être raccourci. Il invite la délégation à indiquer si l'État partie a l'intention de rouvrir le Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière, qui a été fermé en 2011. La délégation voudra peut-être expliquer pourquoi la motivation raciste d'une infraction de droit commun n'est considérée comme une circonstance aggravante qu'à titre exceptionnel, notamment en cas de profanation de tombes. Enfin, elle est invitée à commenter les préoccupations exprimées par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) dans son rapport, d'où il ressort que le Centre pour l'égalité de traitement n'est pas habilité à ester en justice, que les autorités auxquelles il demande des explications à la suite d'une plainte n'ont pas l'obligation de lui répondre et que son budget a été réduit, ce qui compromet sa capacité de s'acquitter efficacement de ses tâches.

15. **M. Kut** demande si l'État partie a déjà évalué l'efficacité du plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014. Si c'est le cas, des renseignements sur ce bilan seraient utiles. Il aimerait savoir si le Luxembourg pourrait envisager de revoir sa législation afin que la motivation raciste d'une infraction soit érigée en circonstance aggravante. Enfin, la délégation voudra bien donner des statistiques sur le nombre de demandes de naturalisation déposées depuis 2009, en précisant combien d'entre elles ont été agréées ou rejetées et en ventilant ces données par pays d'origine.

16. **M. Yeung Sik Yuen**, notant que la connaissance du luxembourgeois est l'une des principales conditions à remplir pour obtenir la nationalité de l'État partie, demande si cette exigence n'est pas excessive et ne constitue pas un obstacle à la naturalisation.

17. **M. Hoscheit** (Luxembourg) dit que le Luxembourg a mis en place un modèle de vie en commun dont il est fier. La moitié de sa population est étrangère et une grande partie des Luxembourgeois sont d'origine étrangère. Le pays a connu plusieurs vagues successives d'immigration, qui provenaient notamment des pays limitrophes, de l'Italie et, plus récemment, du Portugal et de Cabo Verde. La communauté caboverdienne est très bien intégrée dans le pays et son apport économique et culturel est considérable. La cohabitation entre étrangers et nationaux est harmonieuse et pacifique et les incidents racistes sont très rares, ce qui explique le nombre très faible de procédures pour discrimination raciale dont il est fait état dans le rapport. Une des mesures ayant favorisé l'intégration des étrangers a été l'adoption de dispositions relatives à la double nationalité. En conséquence, environ 30 000 personnes ont entrepris des démarches aux fins de leur naturalisation car elles savaient qu'elles pourraient conserver la nationalité de leur pays d'origine. La délégation comprend les préoccupations exprimées par le Comité concernant la difficulté que représente l'apprentissage du luxembourgeois pour les étrangers. Étant donné que ceux-ci parlent des langues très diverses, les autorités ont considéré qu'il fallait privilégier la connaissance d'une langue de communication susceptible de favoriser la coexistence entre ces personnes et les Luxembourgeois et, partant, leur intégration dans le pays. Les autorités n'attendent pas des étrangers qu'ils maîtrisent parfaitement le luxembourgeois, mais qu'ils aient seulement un niveau suffisant pour être capables de communiquer dans cette langue. Le yéniche n'a jamais été associé à un groupe ethnique mais plutôt à certaines catégories socioprofessionnelles, dont les couteliers. Il s'agit d'un dialecte du quartier de Weimerskirch, dont certains linguistes pensent qu'il est lié au yiddish.

18. L'appartenance à un groupe ethnique n'est pas prise en considération dans le recensement. Les autorités s'emploient à gérer les flux migratoires de manière pragmatique et ne cherchent pas à entrer dans les détails de l'appartenance ethnique, laquelle est d'ailleurs souvent très difficile à établir. Le Luxembourg n'a pas encore été confronté au problème des discours négationnistes ou à l'apparition de mouvements néonazis. Il n'existe aucune restriction à la liberté de mouvement ni au droit de choisir son lieu de résidence. Des dispositions ont été prises au niveau interministériel afin de régler définitivement le problème récurrent du retard dans la soumission des rapports aux organes conventionnels. Le Luxembourg compte 13 Burkinabé et entretient des relations privilégiées de partenariat avec leur pays. Répondant à M<sup>me</sup> Crickley, il indique que Commission consultative des droits de l'homme est une institution parfaitement indépendante, établie conformément aux Principes de Paris. Le Luxembourg a accueilli plusieurs vagues successives de réfugiés et il attend l'arrivée imminente d'un groupe de Syriens. Il est par ailleurs très attaché à la liberté de la presse et ne compte pas donner de directives aux médias sur les contenus qu'ils diffusent, d'autant plus que ceux-ci ont leur code de déontologie et que les problèmes soulevés par le Comité y sont traités. Enfin, l'efficacité du plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014 n'a pas encore été évaluée car le plan est en cours d'exécution, mais le Conseil économique et social en fera le bilan le moment venu.

*La séance est levée à 17 h 55.*